



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires**  
**Service Agriculture**  
[ddt-sa@drome.gouv.fr](mailto:ddt-sa@drome.gouv.fr)

ARRÊTÉ N° 26-2022-07-25-00002

du 25/07/2022

**PORTANT ADOPTION D'UNE CHARTE D'ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'UTILISATION DE  
PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES POUR DES USAGES AGRICOLES DANS LE  
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME**

La Préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable ;

Vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CE et 91/414/CEE du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 284/2013 de la Commission du 1er mars 2013 établissant les exigences en matière de données applicables aux produits phytopharmaceutiques, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 253-7, L. 253-7-1, L. 253-8 et L. 253-17, ainsi que les articles R253-45 à D253-46-1-5 ;

Vu l'article L123-19-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2022 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et modifiant l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Elodie DEGIOVANNI Préfète de la Drôme ;

Vu la proposition de la chambre d'agriculture de la Drôme de charte d'engagement des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à usage agricole dans le département de la Drôme, transmise à la Préfète le 21 juin 2022 ;

Vu la consultation du public conduite par voie électronique du 27 juin 2022 au 18 juillet 2022 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La charte d'engagement des utilisateurs de produits phytopharmaceutique pour des usages agricoles du département de la Drôme, annexée au présent arrêté, est adoptée.

### Article 2 :

Une synthèse des observations et des propositions du public, avec indication de celles dont il a été tenu compte, ainsi qu'un document exposant les motifs de cette décision sont rendus publics pendant 3 mois suivants la date de la présente décision, sur le site de la Préfecture de la Drôme : [www.drome.gouv.fr](http://www.drome.gouv.fr).

### Article 3 :

Il est procédé au retrait de la publication, emportant son abrogation, de la charte départementale d'engagement des utilisateurs agricoles de produits phytopharmaceutiques publiée le 18 mai 2020.

### Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication. Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible via le site internet <https://www.telerecours.fr>, soit par courrier postal (2 Place de Verdun - BP 1135 - 38022 Grenoble Cedex).

### Article 5 :

Mesdames et Messieurs la secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale des territoires, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le Colonel Commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, tous agents de contrôle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme

Fait à Valence, le 25 JUIL. 2022

La préfète,



Elodie DEGIOVANNI